

Groupe d'**E**tude et d'**A**ction **S**ocialiste **T**unisien

Perspectives Tunisiennes

El Amel Tounsi

Le Travailleur Tunisien

**A PROPOS DE LA
FUSION TUNISO -
LIBYENNE**

traduction du n°33 du Travailleur Tunisien

fevrier 74

PRIX: 0F50

- 2 -

Les conséquences directes de l'emploi de "l'arme du pétrole" est l'aiguïsement des contradictions interimpérialistes et, particulièrement, entre les deux superpuissances d'une part, et les impérialismes intermédiaires, la France en tête, d'autre part. Cette dernière profite de la juste colère des peuples arabes contre les U.S.A. et l'U.R.S.S. ainsi que de leur volonté d'indépendance et d'unité, pour consolider ses positions dans la patrie arabe. Elle s'appuie pour cela sur ses valets locaux tels que les fantôches du pouvoir tunisien.

Toute la politique de l'impérialisme français dans le monde arabe entre dans ce cadre. Ainsi, la fusion tuniso-libyenne est une initiative de la France qui trouve, par là, un moyen de maintenir et d'accroître ses intérêts dans la région.

De cette manière, on comprend mieux les manœuvres des forces réactionnaires qui se cachent derrière le projet de fusion.

Mais nous sommes déterminés à lutter contre toute force d'ingérence et d'hégémonie impérialiste. Notre peuple n'a pas permis, et ne permettra jamais, que notre pays soit une base de pillage des ressources de la patrie arabe.

Nos peuples ont mené une lutte armée contre les agresseurs colonialistes et impérialistes.

Forts des acquis de leur lutte, ainsi que de celle des peuples du monde, et comptant sur les forces inébranlables de notre peuple, nous avancerons inéluctablement dans la voie de l'unité et de la libération totale. Cette voie nous est tracée par la lutte des vaillants peuples palestinien et du Golfe Arabe, ainsi que celle, exemplaire, de l'héroïque peuple Vietnamien. Cette voie est celle de la guerre populaire de longue haleine, basée sur l'alliance solide entre la paysannerie pauvre et la classe ouvrière, dirigée par son parti. L'histoire a montré que l'existence de ce dernier est indispensable pour mener la lutte pour la libération totale jusqu'à la victoire.

A cette étape décisive de l'histoire de nos peuples, la classe ouvrière de notre pays a ouvert le chemin. Elle s'est placée résolument à l'avant-garde des luttes populaires, surtout depuis 1969. Pas à pas, elle unifie et renforce son avant-garde combattive et avance vers la création de son parti.

La répression fasciste qui s'abat aujourd'hui sur nos masses populaires et les militants révolutionnaires est la preuve de la peur des réactionnaires qui voient leur pouvoir s'écrouler sous les coups que le peuple lui porte.

Sous la pression de l'impérialisme U.S., Bourguiba a renoncé à l'unité. Mais la soumission de ces valets de l'impérialisme ne signifie pas la soumission de notre peuple au dictat américain. Et si les valets se jettent à genoux devant un geste de leurs seigneurs, notre peuple, lui, se dresse pour arracher ses droits légitimes et sa libération. Cette volonté se renforce chaque fois que le régime, à travers des crises successives, démasque son visage hideux de vendu aux ennemis du peuple. C'est pourquoi le recul dût à Bourguiba et à sa clique fasciste par l'impérialisme U.S., augmente notre haine de son régime pourri et renforce notre volonté de lutter contre leur politique anti-populaire.

La réalisation de l'unité tuniso-libyenne, voulue par et pour les masses populaires, sera un acquis important et un pas en avant vers l'unité totale et l'émancipation des peuples arabes.

En menant la lutte pour l'unité, notre peuple porte de rudes coups aux intérêts de l'impérialisme dans notre pays. Mais ce combat mettra fin à l'émigration des dizaines de milliers de fils de notre peuple, contraints, pour survivre, de subir l'exploitation ignoble, la ségrégation, le racisme, dans les métropoles impérialistes.

Mais le drapeau de l'unité arabe n'est pas fait pour Bourguiba qui, à le porter, se brûla bien vite les doigts. Bourguiba n'est habitué à porter d'autre drapeau que celui de la soumission, ce qui lui vaut de passer dans le monde arabe pour meilleur exemple dans ce domaine.

Les masses arabes connaissent son vrai visage. Elles ont dénoncé avec vigueur sa position liquidatrice vis-à-vis de la cause palestinienne qu'il révéla des plans défaitistes, en 1965 à Ariha. Il n'y a d'ailleurs qu'à revenir à l'interview qu'il donna à la presse occidentale l'été dernier pour constater les complots impérialistes au service desquels il s'était mis.

N'avait-il pas, au nom de la "justice" et du "réalisme" appelé à trouver un compromis entre les intérêts israéliens, arabes et palestiniens ? N'avait-il pas essayé, à plusieurs reprises, de semer l'esprit défaitiste en prétendant "que les palestiniens sont menacés de disparition totale et définitive." Il leur demanda de "se détourner des mirages et des rêves et de venir à bout des complexes de privation pour parvenir à la paix ?", c'est-à-dire de s'agenouiller devant la volonté impérialiste et sioniste. Il leur a même rappelé "qu'un territoire national (quel territoire ?) avait été donné aux juifs en 1947 par une convention internationale" et qu'ils n'ont plus qu'à "reconnaître ce fait et l'admettre".

Voilà donc la vérité de Bourguiba. Il a consacré sa vie, non au renforcement de la personnalité arabe et de la volonté des peuples arabes à s'unir et briser tous leurs jougs, mais au renforcement de ce qu'il appelle "la personnalité juive" pour servir la propagande sioniste et impérialiste.

Bourguiba a également essayé de développer une personnalité tunisienne en contradiction avec la personnalité arabe. La propagande du Destour a consisté, dix huit ans durant, à la séparation du peuple tunisien des autres peuples arabes, se basant sur la propagande du colonialisme qui tentait de diviser les peuples arabes.

Qui ne se souvient du discours de Bourguiba en décembre 1972 lors de la visite de Kaddafi à Tunis ? N'avait-il pas présenté le peuple Libyen comme peuple arriéré ? Aujourd'hui encore, les moyens de sa propagande reviennent à la même histoire.

Tout ceci met à nu la vérité de la réaction tunisienne qui n'a de caractère national "tunisien" ou arabe que de prétention.

L'unité tuniso-libyenne n'est, quant à elle, ^{pas} le fruit de l'accord de Djerba. Elle est enracinée dans la lutte de nos peuples. Cela apparaît surtout à partir de 1911 lorsque les masses tunisiennes sortirent dans les rues protestant contre l'invasion italienne en Libye. Et quant à la suite, des déclarations du fantôme Nouria les moyens de propagande reprirent le projet de fusion, ils insistèrent sur la nécessité de l'union de tous les peuples du grand Maghreb en même temps, et sans exception. Cette propagande utilisée depuis 18 ans par le régime pour nous tromper ne nous fera jamais oublier les vraies positions de Bourguiba et de son régime. Qui ne se souvient des années 1955-1956 au moment où le front du grand Maghreb arabe était au plus fort aussi bien dans les villes au niveau des luttes ouvrières que des maquis au niveau des mouvements de résistance armée ? Le colonialisme français recourut alors à Bourguiba pour diviser ce front et l'affaiblir, lui accordant, en contre partie, le pouvoir en Tunisie ?

C'est à cette époque inoubliable pour notre peuple que Bourguiba entreprit de diviser le mouvement national tunisien et d'isoler son avant-garde armée, permettant à l'armée française de la briser afin qu'elle s'établisse le colon sur le front tunisien et que le colonialisme parvienne à isoler le mouvement de résistance armée Algérien pour mieux l'étouffer.

La trahison de Bourguiba n'a pas pour autant détourné le peuple tunisien de son devoir de solidarité vis-à-vis du peuple algérien ; l'agression par les forces coloniales contre Saki et Sidi Youssef n'en est que la meilleure illustration. Bourguiba, quant à lui, tremblait devant la France comme il tremble aujourd'hui, devant Israël, Hussein, pour lui faire plaisir, porte des coups à la résistance Palestinienne. L'unité à laquelle appellent aujourd'hui Bourguiba et ses laquais, c'est l'unité avec les ennemis du peuple marocain frère, ceux-là même qui élèvent les potences et fabriquent les procès iniques contre les révolutionnaires et patriotes libres.

L'actuelle campagne de propagande du Destour sur l'unité du grand Maghreb arabe n'est qu'une manoeuvre du gouvernement Nouira pour tromper le peuple, et une tentative d'enterrer le projet de fusion avec le peuple Libyen frère.

Mais il y a une vérité que les valets ne peuvent cacher dans notre pays, et que Nouira a évoqué dans son discours du 15.I.1974 : "Il est évident que les rapports de la Tunisie avec tous les pays du monde, ainsi que tous ses engagements, accords et conventions internationales signés, ne subiront aucun changement." Quels engagements ? Quels accords et quelles conventions ? S'agit-il de la loi d'avril 1972 qui ouvre notre pays aux capitalistes étrangers ? ou encore des accords militaires secrets avec l'impérialisme Français ? ou enfin de la coopération policière avec la France et les U.S.A. pour réprimer nos masses et torturer les révolutionnaires et patriotes parmi les fils de notre peuple ?

Tel est le vrai visage de la réaction tunisienne. Elle n'oeuvre pas pour l'unité des peuples arabes et pour la construction d'une nation unifiée et indépendante. Son but est tout à fait à l'opposé de cela.

En exemple, nous pouvons rappeler les efforts de Bourguiba en vue de briser le front pétrolier arabe pour rendre service à ses maîtres impérialistes et s'attirer leur bienveillance.

L'actuelle campagne de propagande menée par le régime tunisien pour justifier l'ajournement du référendum et la réalisation de l'unité avec la Libye n'est que mensonge et hypocrisie.

- NON AU RECUL DU REGIME FANTOCHE DE BOURGUIBA !

- VIVE L'UNITE ARABE !

! ! ! ! !
! LA CRISE DU REGIME S'ACCENTUE !
! ! ! ! !

L'accord de Djerba, qui annonce l'unité tuniso-libyenne n'a jamais été que la consécration de la faillite de la propagande de Bourguiba, et le signe de la crise du régime et de ses vaines tentatives de sortir de l'impasse dans laquelle il s'est trouvé.

La nature de classe du régime et la base sociale rétrécie ne pouvaient créer une économie nationale basée sur la réforme agraire radicale à la campagne, associée à une industrialisation dans les villes, ainsi que l'exige la protection des richesses du pays, et de ses forces productives, des intentions dominantes de l'impérialisme. Il s'est opposé à suivre la politique qui répond aux aspirations populaires, à la terre, au travail, et à l'éducation, et a opté pour une politique opposée, une politique capitaliste locale, liée à l'impérialisme et basée sur l'exploitation féroce de la classe ouvrière et à la confiscation des terres des paysans pauvres à la campagne, et la confiscation des biens des petits commerçants et artisans dans les villes.

Ce choix constitue la source de la crise du régime, qui s'est cristallisée dans la crise économique, sociale, et politique générale, et c'est ce qui lui a imposé l'utilisation d'une politique répressive à l'égard des masses populaires, la privant de la plupart des libertés syndicales et démocratiques fondamentales.

Le régime a tenté, durant les années passées, de développer certains projets économiques liés à l'impérialisme, tels que le tourisme, l'industrie alimentaire et de transformation, se basant, sur le financement de la part des U.S.A. et en bloquant le salaire des travailleurs, la confiscation des terres des paysans pauvres, l'appauvrissement des petits commerçants et des artisans dans les villes. Mais, les masses populaires se sont opposées d'une manière farouche à une telle politique, et devant la menace d'une explosion paysanne, le régime est entré dans une profonde crise qui a débouché, en 1969, à la déchéance de l'aile Ben Salah, et sur une dislocation dans l'appareil de l'état et du parti au pouvoir.

Seulement, les options économiques du régime n'ont pas changé. Au contraire, il a opté pour une politique plus liée à l'impérialisme, il a ouvert la porte aux pays et aux capitaux étrangers pour spolier nos richesses nationales, et livré notre classe ouvrière à l'exploitation à vil prix.

Il a fait du tourisme le secteur clé de sa politique, ce secteur qui lie encore plus l'économie nationale aux sociétés touristiques internationales, et à la politique des pays impérialistes.

Le régime s'est refusé à généraliser l'enseignement à tous les enfants du peuple, et s'est également refusé à poursuivre une politique nationale d'emploi. Il a préféré vendre la main-d'oeuvre nationale aux marchés impérialistes.

Le résultat de cette politique a été l'augmentation des prix, l'augmentation du chômage et l'accaparement, par les grands propriétaires, des terres des paysans, et l'exclusion de centaine de milliers de fils du peuple. De même que le résultat fut l'émigration de milliers de nos travailleurs à l'étranger où ils subissent la pire des exploitations.

Mais les masses populaires ont affronté cette politique réactionnaire par des luttes violentes.

Notre classe ouvrière a combattu la hausse des prix par des grèves revendicatives qui ont trouvé un large soutien populaire, ce qui montre la force de notre classe ouvrière et sa capacité à unir le peuple dans sa lutte pour l'obtention des droits démocratiques et nationaux.

De même, la jeunesse a combattu la politique de l'enseignement anti-démocratique par des manifestations qui revendiquent son droit à un enseignement démocratique, à un syndicat démocratique, libre et représentatif pour défendre ses intérêts.

A la campagne, les petits paysans ont continué leur lutte pour l'obtention de la terre, et des luttes paysannes ont eu lieu au Cap Bon, dans les gouvernorats du Sud (Gabès, Gafsa, Sidi Bouzid) demandant la terre; ils ont obtenu des victoires sur les grands propriétaires.

Dans l'émigration, les travailleurs ont refusé l'exploitation capitaliste et la discrimination raciale. Ils ont remporté des victoires qui ont semé la panique dans les rangs des réactionnaires.

Tout cela a été le résultat des luttes qui ont aiguisé les contradictions à l'intérieur du pouvoir et accentué la division.

Après l'épuration de l'aile de Ben Salah, et ensuite de Mestiri, malgré sa victoire lors du congrès du Parti du Destour tenu à Mestria en 1971, ce fut le tour de Bahi Ladghan et de Radhia Haddad.

Ainsi, le pouvoir s'étirole de plus en plus. Ceci est le résultat de sa faillite et des coups rudes que lui assènent les luttes populaires.

Devant le pourrissement de la situation, le régime a opté pour une politique fasciste pour réprimer le mouvement populaire, et cela, avec l'aide des U.S.A. et de la France.

Il s'est mis à transformer les lois pour pouvoir réprimer légalement le peuple et pour ne citer que l'amendement apporté au code du travail relatif au droit de grève et qui spolie la classe ouvrière de ce droit pour défendre ses intérêts matériels et politiques.

Le pouvoir réactionnaire ne s'est pas ménagé pour réprimer aveuglément le mouvement populaire et révolutionnaire. La réponse du pouvoir aux luttes des ouvriers pour l'augmentation des salaires, des étudiants et élèves pour la démocratisation de l'enseignement, des paysans pour la terre, a été la même : la répression féroce, les arrestations, et procès iniques, les prisons etc...

Mais la répression ne saurait arrêter la roue de l'histoire, ni la marche de notre peuple vers la libération. Les luttes, les manifestations, les grèves récentes à Gafsa, à Jemmel, sont là pour montrer que la volonté de notre peuple de se libérer est inébranlable.

Aujourd'hui, après que l'impérialisme soit entré en crise sous les coups des peuples du monde et des peuples arabes pour protéger ses ressources, l'impasse dans laquelle se trouve le régime est en relation avec la crise de l'impérialisme, et c'est ce qui explique la signature de l'accord de Djerba.

Les intentions du régime réactionnaire sont claires. Par l'accord de Djerba, il essaie de trouver une solution à ses crises successives dues à sa politique anti-populaire. Mais, il veut surtout aider ses maîtres, l'impérialisme français à sortir de sa crise en s'introduisant en Libye et en mettant la main sur ses richesses pétrolières.

Mais, en réalité, les réactionnaires et les impérialistes ressemblent à un idiot qui soulèverait un rocher qui lui retomberait sur les pieds.

Le régime réactionnaire tunisien a effectivement soulevé le rocher de l'unité pour le diriger contre les luttes populaires tunisiennes et les luttes pour l'indépendance menée par les peuples arabes, mais le rocher s'est abattu sur lui.

L'accord de Djerba a fait éclater d'autres contradictions au sein du pouvoir destourien et a créé d'autres divisions dans ses rangs. Juste après l'annonce de l'accord de Djerba, l'impérialisme américain, par le biais de son ambassadeur, s'est dépêché de placer ses pions dans le régime tunisien sur l'échiquier politique, et c'est ainsi que Bourguiba junior et Hedi Nour ont poussé Bourguiba à annuler rapidement les accords de Djerba. Ce qui explique aussi l'exclusion du pouvoir de Masmoudi, valet de l'impérialisme français, et instigateur de l'union tuniso-libyenne. Le régime Bourguiba se démasque ainsi : un régime réactionnaire aux services de l'impérialisme international.

Quant aux masses populaires, c'était avec des manifestations de joie qu'elles ont accueilli l'accord de Djerba. Dans les rues de la capitale et d'autres villes, la population a demandé l'application rapide de l'accord du 12 janvier et a appelé à l'union de tous les peuples arabes.

Rapidement, la réaction et l'impérialisme se sont aperçus du danger qu'ils couraient avec les mouvements populaires, et elle a eu peur que cette union soit adoptée par la masse. La réaction a proclamé l'état de siège dans le pays, les frontières tuniso-libyennes furent fermées et les rues des grandes villes occupées par la police. L'armée a été précipitée sur la frontière pour empêcher les marches paysannes libyennes de s'unir avec les manifestations de soutien du peuple tunisien.

Les complots de la réaction au service de l'impérialisme ont fait éclater la colère du peuple tunisien. Malgré la répression qui s'abat sur lui, des manifestations de soutien à l'union se sont déroulées à Gabès et dans d'autres villes du Sud. Et toutes les informations démontrent que le peuple est décidé à exiger l'union si le référendum ne se déroule pas le 20 mars prochain.

L'attachement des masses tunisiennes à l'union n'est que son attachement à ses luttes et celles menées par les peuples arabes pour la démocratie et pour se libérer de l'exploitation et de toute domination impérialiste.

Les masses populaires sont conscientes que la réalisation de ses droits démocratiques, pour la liberté et l'union, s'affronte avec les intérêts de ses ennemis impérialistes, sionistes et réactionnaires, et que ces droits ne seront acquis qu'après un affrontement avec ces ennemis, c'est-à-dire la guerre populaire de longue durée.

Mais nos masses populaires et leur avant-garde révolutionnaire savent très bien que la révolution ne se fait pas du jour au lendemain, mais qu'elle passe inévitablement par les luttes quotidiennes pour les réformes démocratiques nationales que l'on peut arracher, malgré la domination de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

De cette manière, la réalisation de l'union tuniso-libyenne ouvre un nouvel horizon au développement des mouvements populaires pour arracher de nouveaux acquis et créer des moyens économiques et de nouvelles situations politiques qui permettront la réalisation de quelques demandes démocratiques et nationales.

L'affrontement entre les impérialistes, les différences entre les régimes tunisien et libyen par leur nature de classes, les différences de positions par rapport à l'impérialisme et la politique économique, provoqueront un changement de rapport de forces qui permettront au mouvement populaire et ses luttes indépendantes d'arracher quelques acquis démocratiques et de liberté dans la période actuelle.

Le régime réactionnaire compradore essaie aujourd'hui de fuir la réalisation de l'union tuniso-libyenne malgré la demande pressante du peuple. Ce refus montre la fidélité du régime à ses maîtres impérialistes américains et aussi sa peur de l'évolution des mouvements populaires pour l'adoption de l'union. Le régime essaie aussi de camoufler ce refus par le prétexte qu'on connaît : la révision de la constitution, le respect des étapes, et l'obtention de l'accord des états du Maghreb arabe, ainsi que d'autres prétextes dont l'irréalité n'échappe pas aux masses tunisiennes.

Aujourd'hui, le régime compradore appelle à "l'union nationale" c'est-à-dire à l'union de la classe au pouvoir. Il a toujours appelé à l'union nationale, à chaque fois qu'il est en crise, et ceci pour frapper le mouvement populaire.

Mais les masses populaires sont décidées à concier leurs ennemis pour ses droits à une vie meilleure et dans la dignité, et pour la réalisation d'un référendum démocratique pour l'union. Les masses populaires ne font qu'aggraver la crise du régime et consolider leurs luttes pour la liberté et l'indépendance.

- NOTRE LUTTE POUR L'UNITE EST NOTRE VOLONTE D'ANNULER TOUTES LES LOIS QUI PERMETTENT LA DOMINATION DE NOTRE PAYS PAR L'IMPERIALISME !

-- NOTRE LUTTE POUR L'UNITE EST NOTRE LUTTE POUR LA DEMOCRATIE ET LA LIBERTE !

- EXIGEONS UN REFERENDUM LIBRE ET DEMOCRATIQUE !

! LA LUTTE INTERIMPERIALISTES !

Ceux qui s'étonnent et se posent des questions sur les raisons qui ont poussé Bourguiba à signer le protocole d'unité entre la Libye et la Tunisie, sont ceux qui ne comprennent pas que le régime Bourguiba est un régime fantôme que les impérialistes se renvoient comme ils l'entendent et qui n'est pas maître de sa propre politique. Et si nous jetons un regard sur la situation dans notre pays en rapport avec la situation internationale et les événements dans notre région, qui constitue aujourd'hui le noeud de la lutte et de la concurrence entre tous les impérialistes, nous comprendrons les derniers développements dans notre pays, et nous verrons aussi que l'impérialisme n'est pas tout à fait étranger à cette unité. Nous comprendrons enfin ce qu'il y a derrière les brusques initiatives du régime Tunisien et derrière son non moins brusque recul.

Ainsi, lors^{que} Bourguiba signa le projet de fusion entre la Tunisie et la Libye, ce n'était ni par conviction de la nécessité de l'unité entre le peuple tunisien, le peuple Libyen et l'ensemble des peuples arabes, ni en réponse à des aspirations patriotiques. Toutes les prises de position antérieures du régime tunisien allaient à l'encontre de ces aspirations et renient l'appartenance de la Tunisie au monde arabe et la renient à ce que ce fantôme appelle "le monde de la civilisation et de la liberté", c'est-à-dire le monde de l'exploitation et du colonialisme occidental.

La dernière guerre du Moyen Orient a démontré plus clairement que jamais la lutte que se livrent les U.S.A. et l'U.R.S.S. en Méditerranée, de même que leurs complots communs contre les peuples de la région pour imposer leur domination et élargir leur zone d'influence, n'ont jamais été aussi importants.

Ce complot leur attirera la colère des peuples et surtout des peuples arabes contre leur politique. Après qu'ait été dévoilée la politique des deux superpuissances "contraire" aux intérêts des peuples arabes et du peuple palestinien, la colère de nos peuples grandit et les pays arabes recoururent à l'arme du pétrole, aggravant ainsi la crise de l'impérialisme à l'échelle mondiale.

La concurrence et la lutte que se livrent les deux superpuissances impérialistes, et la résistance des peuples opprimés dans la lutte héroïque, a donné une nouvelle situation. Les contradictions entre les impérialistes éclatèrent et les impérialistes Européen et Japonais tentèrent et parvinrent à retrouver une partie de leur influence et de leurs positions perdues.

Une nouvelle tendance dans le monde se confirme de jour en jour. C'est la solidarité accrue entre les peuples et les nations opprimés contre les deux grandes puissances.

L'apparition du tiers-monde en tant que force à l'échelle mondiale est un événement très important et qui se répercute à tous les niveaux. La guerre du 6 octobre et la bataille du pétrole qui la suivit confirmèrent cette tendance et démontrèrent clairement que les impérialistes secondaires sont obligés, dans leur intérêt, de réviser leur politique vis-à-vis du tiers-monde. La lutte entre les deux super grands d'une part, et les impérialistes secondaires d'autre part, est aujourd'hui à son paroxysme dans diverses zones.

Les événements auxquels nous assistons aujourd'hui dans le monde arabe, et dans notre pays, ne sont en fait que le reflet de la résistance de nos peuples à cette lutte que se livrent les impérialistes et leurs valets dans notre pays. L'aspect nouveau de la politique des impérialistes secondaires consiste à utiliser les justes aspirations de nos peuples pour réaliser de basses besognes.

Masmoudi, connu pour ses liens très étroits avec l'impérialisme français, a joué un grand rôle pour asseoir la présence française en Tunisie et nous le voyons aujourd'hui très soucieux de rendre des services à ses maîtres français et leur permettre de prendre des "positions" en Libye et en Tunisie, et c'est là le fond de son projet unitaire. Ce projet vit le jour après des visites effectuées à Paris par Bourguiba et Kadafi, et constitue la conservation de la nouvelle politique française vis-à-vis du monde arabe. Son intervention auprès de la communauté européenne en faveur des arabes confirme cette nouvelle orientation.

Le projet de fusion tuniso-libyen est dirigé contre les deux grands. Malgré que l'influence de l'impérialisme soviétique soit faible, il exploite, en vue de l'accroître. La découverte du réseau d'espionnage en est la preuve. L'impérialisme U.S. qui est plus influent et possède ses pions en Tunisie n'a pas accepté ce projet. A peine eut-il quitté l'ambassadeur U.S. que Bourguiba commença à reculer et prit prétexte de la constitution et du référendum pour cacher sa manœuvre.

Il est évident que ces contradictions entre impérialistes ont créé une ambiance plus positive pour la lutte populaire en Tunisie et démontrent que le régime bourguibiste est un régime fantôme, isolé des masses, que l'impérialisme U.S. est le plus grand ennemi et obstacle sur la route de l'unité et de la libération arabe, et constitue, dans l'étape actuelle, l'ennemi principal auquel il faut asséner des coups mortels tout en étant vigilants face aux autres impérialistes, et de profiter des contradictions de l'ennemi.

- NOUS SOMMES DETERMINES A ARRACHER LE FLAMBEAU DE L'UNITE DES MAINS DES FANTOCHES ET DE MARCHER EN AVANT !
- NOTRE MARCHE POUR L'UNITE ARABE SERA LONGUE. NOTRE PEUPLE EST DECIDE A Y ALLER COURAGEUSEMENT ET SUREMENT !

! ! ! ! !
! LE RECU DES VALETS DE L'IMPERIALISME N'ARRETERA PAS LA LUTTE !
! DE NOS MASSES POUR L'UNITE AVEC LE PEUPLE LIBYEN !
! ! ! ! !

L'annonce de la nouvelle de la fusion tuniso-libyenne fut une occasion de plus pour le peuple tunisien d'exprimer son attachement à l'unité des pays arabes; même si l'accord sur l'unité s'est fait sans que les aspirations des masses aient été prises en considération nos masses populaires se sont mobilisées et ont manifesté dans les rues leur volonté de fusion avec le peuple libyen surtout à Tunis, à Gabès et à Mednine. Dans le Sud, une marche s'est organisée pour raccompagner Kadafi à la frontière, de même en Libye les masses populaires ont organisé des manifestations et des marches qui ont été refoulées par l'armée du régime tunisien, valet de l'impérialisme.

Malgré l'état de siège qui fut imposé au pays par le fasciste Belkhouja depuis l'annonce de l'accord de Djerba, la détermination des masses populaires tunisiennes à poursuivre leur marche historique vers l'unité et la libération ne faiblira pas, et ce n'est pas le recul, la capitulation du pouvoir destourien devant l'impérialisme qui brisera leur volonté de réaliser leurs aspirations. Dès que le pouvoir fasciste proclama son recul, le peuple tunisien dénonça fermement l'intervention de l'impérialisme américain et la servilité de ses valets locaux.

Une manifestation a eu lieu à Tunis. Les lycéens de Gabès sortirent manifester Ils furent rejoint par les masses populaires réclamant l'unité; d'autre part, une marche s'est organisée de Mednine jusqu'à la frontière où elle fut dispersée par les forces répressives du Destour.

A Tunis et à Sfax, il y eut un grand déploiement de l'armée et de la police, surtout au Sud, où la colère de notre peuple fut doublée par le recul et la capitulation du pouvoir fasciste.

A Gafas où 10 000 citoyens ont manifesté pour protester contre la politique du pouvoir qui ne fait rien pour les protéger des inondations, les forces répressives du pouvoir ont procédé à plusieurs arrestations pour sener la terreur et empêcher un mouvement populaire à l'occasion de l'annonce de la fusion tuniso-libyenne et du recul.

Malgré toutes les méthodes de répression et l'atmosphère de terreur qui règne dans le pays, le peuple attend la date du 20 mars pour réaliser le référendum, sinon sa colère éclatera.

Dans l'émigration, les fils de notre peuple apprirent avec grande joie la nouvelle de la fusion tuniso-libyenne comme s'ils apprenaient la fin de leur exil à l'étranger où ils sont victimes de l'exploitation, de l'humiliation, du racisme et des combines des agents destouriens avec la police française. Leur colère, vis-à-vis du recul du pouvoir fut aussi grande que la joie qu'ils ont manifesté en apprenant la nouvelle de la fusion tuniso-libyenne. Ils se sont regroupés dans les marches, autour des mots d'ordre suivants : "Nous ne voulons plus de l'exploitation, nous ne voulons plus du racisme, nous voulons l'unité." Un grand nombre de nos ouvriers a signé la pétition dénonçant l'intervention de l'impérialisme américain dans notre pays, le recul du pouvoir de Bourguiba, valet de l'impérialisme, et l'attachement des immigrés à l'unité entre les peuples arabes et leur volonté d'imposer le référendum pour la réalisation de la fusion tuniso-libyenne.

Dans les mêmes buts, et avec les mêmes sentiments, nos ouvriers immigrés ont assisté à plusieurs réunions tenues dans différents quartiers de Paris.

De même, les immigrés arabes (algériens et maghrébins) ont manifesté leur soutien et leur participation aux aspirations des peuples Tunisien et Libyen.

Par ailleurs, et une fois de plus, nos étudiants ont témoigné qu'ils sont partie intégrante du peuple tunisien. Ils ont tenu à Paris plusieurs réunions pour faire entendre leur voix, soutenant la réalisation de la fusion tuniso-libyenne et dénonçant le complicité des valets locaux avec leur maître, les américains. Des centaines d'entre eux ont signé la pétition. Ils ont passé une motion exprimant cette attitude.

Driss Guiga, ministre de l'éducation qui, en compagnie du reste des membres du gouvernement, groupés autour de Wassila, a "énigré" à la recherche d'une solution à la crise du pouvoir, a voulu réunir quelques étudiants et en particulier les destouriens à la Maison de Tunisie pour les farcir de sa propagande réactionnaire. Il s'est trouvé devant des centaines d'étudiants qui ont dénoncé la politique répressive du pouvoir fasciste, sa servilité aux intérêts impérialistes, et son recul.

Cette mobilisation de nos masses populaires à l'intérieur et à l'extérieur du pays peut s'élargir et obliger le pouvoir fasciste à réaliser l'unité tuniso-libyenne.

- UNISSONS NOS FORCES, ELARGISSONS NOS LUTTES POUR ARRACHER LA LIBERTE DE NOUS REUNIR POUR EXPRIMER NOTRE VOLONTE DE FUSION !
- IMPOSONS LE REFERENDUM IMMEDIATEMENT !
- VIVE LA LUTTE DE NOTRE PEUPLE POUR LA LIBERTE ET L'UNITE !
- NON A L'INGERENCE DE L'IMPERIALISME DANS LES AFFAIRES DE NOTRE PEUPLE !
- VIVE L'UNITE DES PEUPLES ARABES !

LA LUTTE DES MASSES POPULAIRES A GAFSA
CONTRE LES CRIMES DU DESTOUR

Encore une fois, la région de Gafsa connaît les inondations. C'est ainsi que des dizaines de citoyens ont été victimes de la politique destourienne, complètement détachée des intérêts de notre peuple.

Au mois de décembre 1973, l'oued Bayache en crue fit 60 victimes parmi la population. La plupart étaient des élèves. Mais le régime ne fit rien pour les sauver et l'armée refusa de les secourir.

Cette inondation est la troisième du genre en l'espace de 4 ans.

Déjà, en 1969, les inondations firent plus de 150 victimes. L'année dernière, encore, les inondations firent de nouvelles victimes.

Ce qui est arrivé à Gafsa arrive partout dans le pays.

Ainsi se multiplient les crimes du régime qui a préféré opter pour une politique au profit des capitalistes étrangers et ne fait rien pour protéger la population contre de telles calamités.

Il a préféré dépenser l'argent dans des projets touristiques, et dans la construction des palais pour son "excellence", ainsi que d'autres projets qui ne sont d'aucune utilité pour le pays et vont même à l'encontre des intérêts des masses populaires, dont la vie est constamment menacée par différentes calamités.

Qui connaît l'oued Bayache, ainsi que d'autres oueds qui menacent la vie de centaines de citoyens, comprend à quel point le régime nourrit de répris pour la vie des masses populaires, car la construction des barrages sur ces cours d'eau ne demande pas le dixième des fortunes qu'il gaspille dans des entreprises touristiques.

Lors des inondations, la clique au pouvoir, profitant de la sympathie des autres peuples, se sert de l'aide envoyée au sinistrée pour réaliser des profits, et cela nous montre la nature hideuse du régime, attise la haine du peuple contre lui.

Cette fois, les masses populaires de Gafsa ont refusé le mensonge de "calamité naturelle". Elles ont fait une grève générale le 15 décembre 1973 suivie de manifestations qui ont groupé des dizaines de milliers de personnes, condamnant la politique du gouvernement, et exigeant le jugement du représentant du régime dans la région, Salem Hajel, premier responsable qui s'est refusé de porter secours aux victimes.

Salem Hajel, premier responsable qui s'est refusé de porter secours aux victimes.

Ils ont même demandé la construction des barrages et un pont pour protéger la population des inondations répétées. Ils ont condamné la carence du régime dans ce domaine.

Comme d'habitude, le régime a voulu endormir le peuple ^{en} exploitant les sentiments régionalistes. Il envoya Abderrahman Ben Messeoud, responsable destourien, dans la région. Il fut renvoyé par la population comme un chien et lorsque le fasciste Sayest arriva dans la région à bord d'un hélicoptère pensant calmer la population, il ne réussit qu'à attiser la haine de la population contre le régime qui consacre un hélicoptère pour le déplacement d'un homme et qui le refuse quant il s'agit de secourir 60 enfants du peuple.

La lutte acharnée des masses populaires de Gafsa intervient à un moment où la campagne fasciste et la répression ont atteint un haut degré de sauvagerie par laquelle le régime croyait pouvoir détruire le mouvement populaire.

Cette lutte est la meilleure preuve que ni la répression, ni les chaînes du fascisme ne sont en mesure de museler les masses populaires, ni arrêter leur marche révolutionnaire vers une vie meilleure dans un climat de liberté et d'indépendance.

